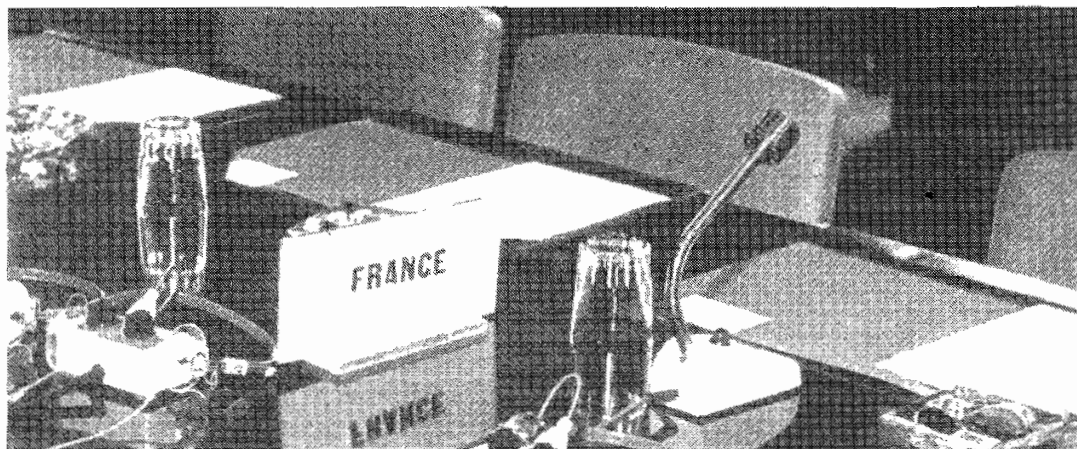


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES

Discours prononcé par M.V. Giscard d'Estaing



Pour la première fois, le Président de la République française occupe ici le siège de la France. Je le ressens comme un privilège.

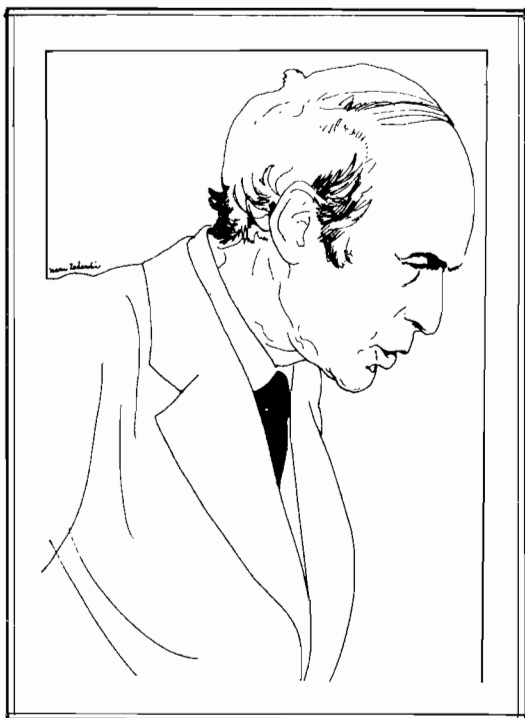
C'est pour moi l'occasion d'affirmer la qualité des liens qui unissent mon pays à l'organisation des Nations Unies, dont il se souvient d'avoir été l'un des membres fondateurs. Nous sommes convaincus aujourd'hui de l'importance de son rôle comme forum d'élaboration des décisions sur les problèmes du monde et aussi comme lieu de dialogue entre tous ceux qui portent la lourde responsabilité - qui enlève parfois la sérénité et le sommeil - des relations internationales et de la paix.

En venant à cette tribune, je mesure ce qu'a d'exceptionnel dans l'histoire des Nations Unies le débat qui se déroule ici.

Exceptionnel par son objet, le désarmement: aucun ne concerne plus directement l'avenir de notre planète, et le sort de notre espèce, l'espèce humaine avec ses quatre milliards de femmes et d'hommes, et demain bien davantage.

Exceptionnel par son cadre: l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui rassemble la communauté internationale toute entière, dans la diversité de ses peuples, de ses cultures, et de ses choix politiques, mais aussi dans l'unanimité de ses craintes et de ses espoirs.

Aussi je veux dès mes premiers mots, Monsieur le Président, remercier et féliciter ceux qui sont à l'origine de cette initiative. Les pays non alignés ont eu notamment le mérite d'être les premiers à pressentir et à exprimer une des grandes aspirations de



tous nos peuples.

Il ne suffit pas cependant que ce débat soit exceptionnel. Il faut surtout qu'il soit utile, c'est-à-dire qu'on puisse dater de cette session le début d'un progrès réel et significatif dans la voie du désarmement. Tel est l'enjeu.

C'est la raison pour laquelle j'ai tenu à venir, personnellement, y faire entendre la voix de la France.

Notre pays ne poursuit ici aucun intérêt particulier. Il ne recherche aucun effet de propagande, trop facile sur un tel sujet. Il ne s'agit pas d'obtenir un succès oratoire puis de laisser l'illusion retomber. Je suis venu ici ouvrir un dossier, l'étudier avec gravité, et proposer des orientations concrètes.

La France ne revendique pas d'autres titres à votre attention que son attachement à la cause de la paix, et sa contribution au combat pour le désarmement, illustrée par l'éloquence généreuse d'Aristide Briand avant la guerre, et la compétence ardente de Jules Moch ici même. Elle n'entend pas monopoliser le débat, sachant bien qu'il s'agit, par nature, d'une oeuvre commune à laquelle chaque Etat, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, devra apporter sa pierre.

Il va de soi que la France apportera sa

contribution à tout effort significatif qui serait décidé en faveur du désarmement.

*

On ne peut pas parler du désarmement sans jeter un regard sur le monde de notre temps. Quel monde faut-il désarmer?

Je le ferai à partir d'un souvenir personnel. C'est en 1957 que j'ai pris la parole, pour la dernière fois, à cette même tribune, tout jeune encore, tout émerveillé d'y représenter mon pays.

L'image du monde dont je découvrais le reflet dans le miroir de cette salle était profondément différente de celle que j'y contemple aujourd'hui.

Le monde était encore issu de la guerre; les rapports entre l'Est et l'Ouest étaient placés sous le signe de la véhémence idéologique et de la guerre froide; les deux Etats allemands n'étaient pas admis aux Nations Unies.

La décolonisation était à peine entreprise; l'Afrique n'était représentée que par huit Etats indépendants, alors que l'organisation en compte aujourd'hui 50 dont beaucoup sont liés à la France par les liens de l'histoire, de la culture et de l'amitié, et que je suis heureux de saluer ici.

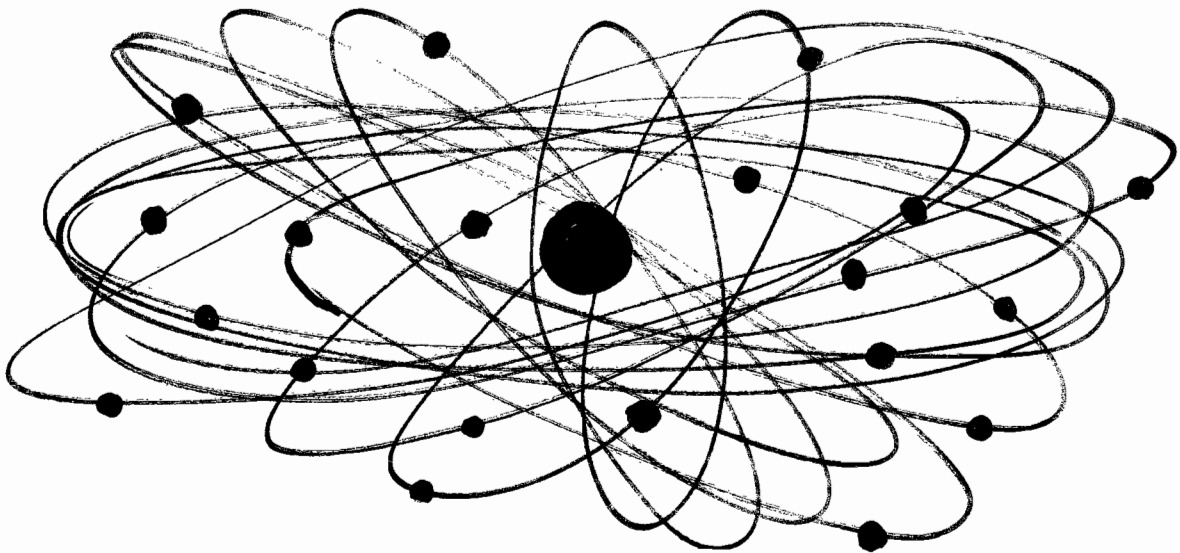
Sur le plan économique, c'était la suprématie assurée et triomphante de la monnaie américaine, convertible en or à taux fixe. Tout jugement qui mettait en doute cette affirmation était jugé blasphématoire.

Nous voici dans un autre monde. Aujourd'hui, les Nations Unies, avec leurs cent quarante-neuf Etats membres, dont la nombreuse Chine, qui y a retrouvé ses droits, commencent d'apercevoir une autre organisation de la planète. Elles regardent devant elles, et non plus derrière elles. Certes, les problèmes hérités du passé ne sont pas tous réglés. La décolonisation doit encore être achevée, notamment en Afrique. Mais ce qui prend une importance croissante dans les débats internationaux, ce sont les problèmes à dimension mondiale, les problèmes, dirais-je, à solidarité mondiale: l'aide au développement, l'instauration d'un nouvel ordre économique, et aujourd'hui le désarmement.

Le monde apprend que ses problèmes sont mondiaux. Saura-t-il pour autant mieux les résoudre?

(extrait)

POLITIQUE ENERGETIQUE DE L'EUROPE



M. Guido Brunner, membre responsable pour l'énergie de la Commission des Communautés européennes, analyse les programmes et les objectifs de la politique énergétique de la Communauté dans un article apparu dans le dernier numéro de «Inter Economics», bimestriel de l'Institut de Recherches Economiques de Hambourg («La politique énergétique de l'Europe et ses tâches futures», Inter Economics, n° 11/12 1977, page 306).

Depuis octobre 1973, c'est-à-dire depuis que les pays producteurs de pétrole ont ébranlé le système économique occidental en lui coupant les fournitures et en augmentant le prix du pétrole brut, la politique énergétique est passée au premier plan dans tous les pays importateurs. Organisations internationales, gouvernements et responsables de l'économie ont dû affronter une situation nouvelle non seulement pour réparer les dommages dus aux augmentations ou pour réduire les risques de la dépendance des pays producteurs, mais aussi «pour réélaborer une politique de l'énergie en vue de l'inévitable épuisement des réserves en combustibles fossiles».

La position de la Communauté européenne face à la crise énergétique tient compte - selon l'analyse de Brunner - de

quatre facteurs ou conditions essentielles: 1) la demande mondiale en énergie augmente de façon dramatique; il est prévu, pour l'an 2000, une demande globale de la Communauté, des Usa et du Japon double de la demande actuelle, alors qu'au cours des dix prochaines années il y aura déjà un déficit par rapport aux disponibilités effectives de combustibles. 2) Les problèmes énergétiques ne peuvent pas être isolés géographiquement. La coopération internationale dans ce domaine devient vitale, pour l'Europe comme pour tous les autres pays, y compris les pays producteurs, afin de contrecarrer la crise économique et les tensions internationales. 3) Les choix productifs des pays du Moyen-Orient conditionneront la disponibilité globale de pétrole. Il n'est pas dit, en effet, que ces pays aient intérêt à augmenter obligatoirement la production et de suivre la demande mondiale. L'Arabie saoudite, par exemple, pourrait, devant une demande prévisible de 12 ou 13 millions de barils de pétrole par jour, en 1985, satisfaire éventuellement ses propres besoins d'investissements avec les revenus provenant d'une production de 5 millions de barils par jour seulement. 4) La situation énergétique des Etats-Unis et le choix programmatique récent, du président Carter

de diminuer de moitié les importations évaluées pour 1985 sont de la plus grande importance pour les retombées qu'elles auront inévitablement sur la Communauté.

Dans ce cadre, l'objectif principal de la Communauté est de réduire sa propre dépendance énergétique. Nous devons pour cela - proclame Brunner - réduire de façon significative le niveau de la demande future, en particulier pour le pétrole, au-dessus de toutes les estimations précédentes». Puis il est sommairement indiqué par l'auteur les instruments utiles pour atteindre cet objectif: politique des prix, mesures d'économie énergétique et accroissement de la production interne d'énergie pour atteindre «avec la collaboration internationale, un passage ordonné de notre économie dominée par le pétrole à un modèle plus souple et diversifié, afin que les difficultés d'un secteur puissent avoir des effets moins désastreux».

Les chiffres «objectifs» des consommations et des approvisionnements en énergie prévus pour 1985 sont synthétisés dans un tableau qui compare les dernières propositions de la Commission des Communautés européennes avec celles associées des programmes nationaux des pays membres et avec celles formulées par cette Commission en décembre 1974. Le total des consommations prévu s'élève à 1 280 millions de tonnes équivalentes pétrole (on prévoyait, en 1974, 1 450 Mt) dont 640 t de pétrole (en 1974, 695). Par rapport aux programmes nationaux, on propose une augmentation de la production de combustible solide et de gaz naturel et une diminution correspondante de pétrole et d'énergie nucléaire

(cette dernière passe de 140 Mt équiv. pétrole à 120 Mt). On pose une limite aux importations de pétrole fixée à 500 Mt.

Brunner s'empresse de déclarer qu'il «faudra une forte action communautaire afin que ces objectifs soient réalisés» et promet le maximum d'engagement de la part de la Communauté et de chaque Etat membre. En particulier, il juge comme prioritaire la réalisation des programmes dans le secteur de l'énergie nucléaire - à laquelle il consacre un paragraphe entier - pour éviter tout redimensionnement possible ou tout ralentissement de ces programmes aux dépens d'une dépendance persistante du pétrole. «L'énergie nucléaire - écrit-il - pourrait devenir et doit logiquement devenir - le moyen et la réponse à long terme à nos besoins d'énergie en face du déclin des réserves des combustibles fossiles traditionnels». Dans ce sens - tout en tenant compte des réserves exprimées par le président Carter dans le but d'éviter toute expansion non contrôlée des matériels atomiques et des risques connexes de prolifération de la capacité nucléaire militaire - la Communauté ne pourrait pas éviter de développer des nouvelles technologies, en particulier dans le secteur des «réacteurs rapides» ou des «auto-engrais», afin de réduire sa propre dépendance de l'uranium. Ce choix, qui ne coïncide donc pas avec la politique actuelle des Usa, est cependant accompagné - toujours selon Brunner - d'un système approprié de sécurité et de contrôle réalisé sur la base du Traité de l'Euratom et sous la supervision de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (A.I.E.A.) de Vienne.

Robert Schuman a dit:

«L'EUROPE NE SE FERA PAS D'UN COUP,
MAIS LENTEMENT PAR UNE SERIE DE REALISATIONS
DE SOLIDARITE CONCRETES»

BESOINS ET APPROVISIONNEMENTS ENERGETIQUES: rôle de l'énergie nucléaire

DEBATS PUBLICS SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE ORGANISES PAR
LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le problème de l'approvisionnement énergétique à court et à long terme est d'une importance fondamentale pour tous les pays de la Communauté.

Il est souhaitable que l'opinion publique européenne soit pleinement informée sur les choix énergétiques possibles. Tout le monde devrait avoir la possibilité de connaître les motifs de choix politiques déterminés proposés par des responsables de la Communauté ainsi que les argumentations de ceux qui en contestent la validité.

La Commission des Communautés Européennes est responsable non seulement de la mise en pratique du programme nucléaire communautaire, mais également des normes sanitaires et de sécurité concernant les travailleurs et les populations en général. La Commission a donc décidé

d'organiser de vastes débats sur le rôle de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement énergétique sur la sécurité et sur les autres problèmes qui préoccupent les citoyens. On espère que cette initiative complètera utilement les débats analogues organisés au niveau national.

Les objectifs des débats ont été les suivants:

- faire participer la Communauté au débat public sur l'énergie nucléaire;
- contribuer à l'information de l'opinion publique sur les problèmes de l'énergie nucléaire, en tenant compte des besoins énergétiques de la Communauté;
- aider la Commission à localiser les secteurs pour lesquels il serait nécessaire de prendre de nouvelles initiatives ou de mieux concentrer les efforts pour dissiper tout doute et supprimer les difficultés.

La première session a eu lieu les 29-30 novembre et 1^o décembre 1977. La seconde a eu lieu les 24, 25 et 26 janvier 1978, et a porté sur les aspects de sécurité, santé, protection de l'environnement. D'autres sessions pourront être organisées à l'avenir.

Les débats se sont déroulés entre un comité sélectionné et des personnalités qui, compte tenu des divers sujets inscrits à l'ordre du jour, représentent les positions prises et les opinions exprimées lors de la controverse sur l'énergie nucléaire.

Dirigés par M. Guido Brunner, membre de la Commission, les débats se sont déroulés en présence de membres du Parlement Européen, du Comité Economique et Social et de nombreux observateurs des organisations internationales et des groupes intéressés à la question.

FONDATION EUROPEENNE DRAGAN

Rome (00187)
Foro Traiano, 1
tél. 679 77.85/68 19.48

20122 Milano, 7th April 1978
Via Larga, 11
tél. 87.04.87/89.32.09

Paris (96)
11 Rue La Fayette
tél. 526 74 14

Dear Mr President Carter,

Are you willing to give back the United States of America to the British Administration for making an historical justice towards the United Kingdom ?

Palma de Mallorca
Pasco Marítimo
C. Villa Dragan, 4
tél. 25 14 34

The action should be the equivalent to the Hungarian pretensions of American citizens, in close connection with the Communist Government of Budapest, which ask to give back the absolute majority Rumanian Transilvania to the Hungarian Administration, like in the past under the dualistic Habsbourg Hungarian domination.

Munchen (22)
Maximilianstrasse, 10
tél. 29 49 42

The first world-war brought out the affirmation of the human rights : the principle of nationality and the autodetermination, forming in such a way the national states. Of course, there are other ethnic minorities, intentionally infiltrated during the past imperialistic policy, artificially increased through the changement by force of the name and religion of millions of local Rumanian population, as described in the book sent to you named: "HOW TO BECOME A HUNGARIAN", written in 1898 by Simon Telkes, President of the "CENTRAL SOCIETY FOR NAMECHANGE of Budapest.

Madrid
Avenida Antonio Acuña, 18
tél. 226 85 78/276 96.90

The seventythousand Mongols Hungarians came in Europe in the X century, turned artificially ten millions ! The biggest Hungarian poet, Al. Petöfy was the Serbian Petrovic and the famous Cardinal Mindtzenty was an Austrian !

Athènes (143)
Odos Akademias, 57
tél. 362 71.26

It is unbelievable to witness to faithless manifestations of new American citizens, formal Hungarian refugees from 1956, pushed by the arms of their Communist brothers under the pressure of Russian tanks, fighting at the present in the streets, in the Universities, in the Congress for " Ethnic rights for their brothers in Transilvania". It is an offence towards the American good faith !

Venise
Cannaregio 4388
Ramo Dragan
tél. 313 59

These fellows are satisfied as Rumanian citizens ; they are members of Rumanian Government and of the Grand National Assembly, enjoying not only equal rights, but also privileges (please see brochure " A living reality in Romania today ").

This action is perfectly synchronized by the Government of Budapest, serving the Russian imperialism, intending to create new points of tension in Europe for disagregating any Country, starting with

./.

Adresse télégraphique unique pour tous les Sièges: DRAGANFOND

Rumania and Yugoslavia and then to occupy the whole European Continent.

The large concerted Hungarian action has the scope to perpetrate an other similar Diktat Ciano-Ribentrop of Vienna in 1940, to commit other barbarous murders in Transilvania(please see Redcross Vatican report and brochure "The truth nothing but the truth"), and to stop thus the European unification, which is necessary in order to face the Russian imperialism and to offer to the United States a real strong allied.

From the beginning of the 20th Century, the tempted unification through the creation of the United States of Central Europe by Archduke Franz Joseph, was also stopped by the Hungarians, who have been threatened by the words " if Hungarians to oppose, fire and sword on their heads ". And the Hungarians killed him through a Croatian hand !

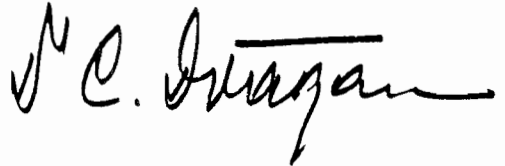
Please, Mr President Carter, as highest champion and defender of our time of the human individual and collective rights, repulse any false information campaign and pressure made by unfair new American citizens , who trouble the peace among people in Europe and cancel the efforts of cultural approaches, that our Foundation is doing since thirty years.

We remain, Dear Mr President,

Yours faithfully,

DRAGAN EUROPEAN FOUNDATION

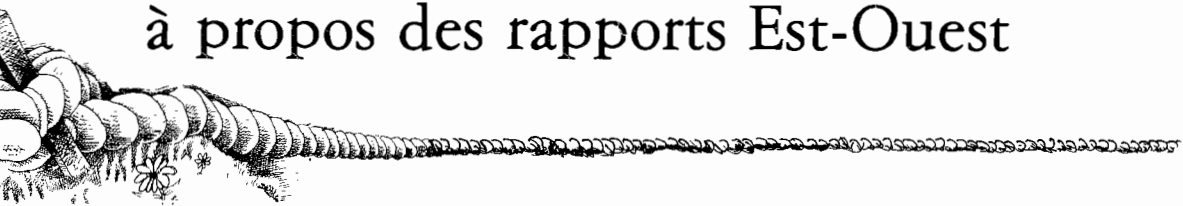
Prof. Dr. J. C. Dragan, President



Mr Jimmy Carter
President of the
United States of America
WASHINGTON
U. S. A.

BUKOVSKI: VOTRE ARGENT AIDE BREJNEV

Rencontre avec l'écrivain dissident à propos des rapports Est-Ouest



PAOLO CASACE

«Il Tempo» - jeudi 25 mai 1978

De tous les dissidents soviétiques contraints de plier bagage et d'errer en l'Occident, Vladimir Bukovski est certainement le plus inquiet et le plus combatif. Le jeune écrivain «échangé», en décembre 1976, contre le secrétaire du Pc chilien, Corvalan, joue avec ténacité son rôle d'opposant au système soviétique en service permanent effectif et ne manque pas une occasion pour faire entendre sa propre voix à tous ceux qui sont enclins à sacrifier sur l'autel de la «détente» le problème du manque de liberté en U.R.S.S.

Après avoir participé à l'exposition-débat de Turin sur le thème de la dissidence dans les pays de l'Est et après son soutien à la bataille d'Amnesty International pour la défense des «contrôleurs» des accords

d'Helsinki détenus dans les prisons soviétiques, le voici de nouveau en première ligne lors d'une rencontre organisée dans la capitale de l'Union paneuropéenne, l'organisation présidée par M. Rossi di Montelera, qui se bat pour une plus grande coopération politico-culturelle entre tous les peuples du vieux continent.

Cette fois-ci, l'intervention de Bukovski ne s'est pas tellement axée sur le nouveau «tour de vis» pratiqué par le Kremlin contre les dissidents (d'autre part, après la nième condamnation infligée au physicien Orlov, tout autre discours aurait été superflu), mais plutôt sur les causes qui permettent aux autorités soviétiques de faire la pluie et le beau temps à l'égard de l'opposition intérieure et de violer impunément les droits fondamentaux de la

personne humaine. L'analyse est partie de la contestation d'un «mythe» cultivé par les pays occidentaux: celui selon lequel le développement des rapports commerciaux avec l'U.R.S.S. aide le processus de libéralisation au sein du système soviétique. Pour Bukovski, c'est exactement le contraire qui est vrai. Et pour étayer sa thèse, l'écrivain cite quelques exemples («Les Japonais ont investi des sommes énormes pour financer la construction d'une voie ferrée en Sibérie orientale: et bien, qui peut affirmer que celle-ci ne pourra pas être utilisée lors d'un conflit que les Soviétiques pourraient déclencher contre la Chine?»); mais il a surtout énoncé un raisonnement élémentaire. «Les crédits que possède l'Occident vis-à-vis de l'Union soviétique



s'élèvent à environ 40 milliards de dollars; il est donc évident que l'Occident a intérêt à aider la stabilisation du régime soviétique pour obtenir la restitution des capitaux investis». Mais ce n'est pas tout. «Quelques pays occidentaux ayant des difficultés économiques, comme l'Italie, finissent, en important des marchandises en provenance de l'U.R.S.S., par dépendre dans une proportion toujours plus grande du régime soviétique, avec toutes les conséquences que l'on peut prévoir».

Quelle est donc la thérapeutique? «Non pas un boycott - a précisé Bukovski - mais une utilisation méticuleuse de l'instrument des rapports économiques pour contraindre le Kremlin à relâcher les mailles de la répression contre les dissidents». «Actuelle-

ment, l'Occident aide les geôliers et non les prisonniers». «En 1974, alors que je me trouvais dans le lager de Wladimir, j'ai refusé de travailler pour le régime: je ne voulais pas que l'on puisse fabriquer des balles avec le fruit de ma peine». Les annotations sarcastiques, elles non plus, n'ont pas manqué: «Lors de ma libération en échange de Corvalan, je me suis aperçu, à l'aéroport de Moscou, que les menottes qui bloquaient mes poignets portaient une plaquette avec l'inscription Made in U.A.A.».

Puis, lors du débat qui a suivi l'exposé de Bukovski, la question de rigueur sur l'eurocommunisme a été posée.

La réponse a été tout aussi évidente: «Je ne crois pas que les Italiens soient en mesure d'édifier un

communisme différent du communisme soviétique. En outre, le Pci ne met pas en doute le socialisme réel existant en U.R.S.S. Je ne dis naturellement pas que l'eurocommunisme a été inventé au Kremlin; je remarque seulement que le système est plus fort que la volonté des individus: en 1918, Boukharine et ses compagnons n'imaginaient certes pas que la terreur rouge se serait retournée contre eux et qu'elle aurait fait des millions de victimes au sein même du parti».

Après ces prémisses, la conclusion de Rossi di Montelera est assez judicieuse: si l'Italie devait précipiter sous une dictature, rares seraient ceux qui viendraient de l'étranger pour la secourir. C'est donc à nous de défendre la liberté ... tant qu'il est encore temps.

Actuellement, lorsqu'un jeune écoute une leçon d'histoire, il apprend que pendant la période napoléonienne les grandes puissances européennes avaient suivi une politique de coalition pour créer, après la défaite de l'empereur, deux organismes politiques, intéressés tous les deux à conserver le *statu quo* en Europe, étouffant ainsi le souffle libéral et national des peuples: d'un côté, Angleterre, Russie, Autriche et Prusse (pacte de Chaumont); de l'autre, Russie, Prusse et Autriche (Sainte-Alliance).

La leçon se poursuit et ce même jeune homme apprend que Metternich voit les conditions de paix dans l'obéissance aveugle des populations aux principes absolus, indépendamment des nationalités et dans un esprit de collaboration réciproque, tandis que Mazzini est convaincu que l'Europe ne progressera qu'après avoir détruit la puissance des Habsbourg. En d'autres termes, Metternich considère les Etats comme des membres constitutifs de la société internationale préévolutionnaire, ennemie de la souveraineté populaire et du constitutionnalisme, tandis que Mazzini conspire pour opposer à l'alliance des principes celle des peuples, pour réaliser la fraternisation entre les nations.

Au cours d'une autre leçon, notre jeune homme apprend, cependant, que le mouvement échoua parce que le nationalisme qui opposa les Allemands aux Polonais, les Danois aux Slaves, les Hongrois aux Slovaques, les Croates aux Hongrois et aux Italiens prit le dessus.

Arrivé à ce point, le professeur d'histoire l'avertit que la politique internationale subira, malgré le retour de ces principes et après 1848, une transformation substantielle: le système de Metternich, fondé sur la solidarité conservatrice, cédera le pas à des idéologies plus conformes à la nouvelle réalité historique européenne.

Mais notre jeune élève, auquel on a, entre autres, souvent parlé d'intégration européenne et d'organismes supranationaux, et que l'on encourage à «préparer une Europe meilleure» (sic), aura bon droit d'avoir des idées historiquement confuses.

Voilà pourquoi nous estimons nécessaire que l'on parle aux étudiants tout d'abord des théories de l'Etat et des idées des nations; puis de l'Europe unie et composée.

VERS L'É

(tiré du livre «*Italiani nel Mondo*» -)

FLORIO

Il faudra, alors, reprendre le discours de loin: peut-être bien à partir de la théorie dantesque de l'Etat, dont la valeur morale, religieuse et humaine se fondait sur l'exigence unitaire de l'Empire, entendu comme réalisation de la loi de Dieu sur terre.

Et il conviendrait, même si l'on était encore en première, de rappeler le «*Defensor pacis*» de Marsile de Padoue, qui précède de plusieurs siècles l'étatisme de Machiavel et de Hobbes, liant le pouvoir politique à la volonté populaire, sans plus aucune théocratie et transcendance.

Il serait donc nécessaire, pour mieux faire comprendre l'idéal européen, de commencer l'histoire des conceptions qui font sentir aujourd'hui encore, et d'une certaine façon, leur action freinante ou engendrent, tout au moins, les dernières perplexités. La politique médiévale avait unifié, en effet, la société dans Dieu, ignorant la valeur intrinsèque des formations naturelles. Par la suite, toutefois, cette même Renaissance avait provoqué un égotisme antisocial qui consistait en une superbe surévaluation de l'homme: d'où l'exaltation de l'Etat autocratique.

Le dépassement du féodalisme et le progrès de l'Etat national étaient désormais des phénomènes connexes; la bourgeoisie faisait le reste. Capitalisme, Renaissance et luthéranisme fournirent une nouvelle vigueur à la centralisation de l'Etat.

Quant au professeur de philosophie, il ajoutera d'autres informations sur les

EUROPE

(par aimable autorisation de l'auteur)

SANTINI

raisons d'Etat de Giovanni Botero (1533-1617), en opposition à la doctrine de gouvernement de Machiavel. Ici, le brave lycéen apprendra que la religion est placée comme fondement de l'Etat, même si c'est avec l'esprit de la réaction de la contre-réforme, dans la tentative de substituer à une raison politique une raison théologique.

Notre jeune homme (je continue avec cet exemple dans l'espoir de démontrer combien il est difficile, après une telle étude, de conduire tout d'un coup les étudiants vers une mentalité européenne, si on ne leur indique pas, au préalable, les moments et les échecs des divers nationalismes et impérialismes) se sera désormais fait quelques idées que nous résumons.

Les Etats européens étalent leurs individualités libres et fortes, libres désormais de tout lien avec les idées universelles, justement sur les ruines de deux grandes idéologies médiévales de l'empire et de la papauté.

L'équilibre européen apparaît comme l'unique moyen qui soit capable de maintenir la paix: c'est-à-dire que la multiplication des Etats entrave les monarchies hégémoniques.

Le nationalisme ne sauve cependant pas la liberté de l'Europe; au contraire, il ouvre la voie aux conquêtes et déplace l'accent de l'ensemble vers une patrie individuelle; il va même jusqu'à renier la république voltairienne des lettres, la société des esprits...

On est ou italien ou français ou alle-

mand; et ainsi de suite. Poursuivons maintenant cette histoire schématique des idées d'opposition à l'idée d'union.

Sortent, de Westphalie (1648) 343 Etats et petits Etats uniquement en Allemagne, forts de la nouvelle science: le droit naturel, père de l'idée de nation, autour duquel les sages du XVIII^e siècle ne sont pas d'accord.

Quant à nous, nous avons vu, par contre, que l'interprétation naturaliste dégénère en racisme, tandis que l'interprétation du volontarisme dégénéra en fanatisme. Et ceci doit être dit *tout de suite* à cet étudiant, avant qu'une certaine histoire ne le trompe.

Nous lui dirons que Montesquieu, et Voltaire encore plus, avaient admiré Pierre le Grand, comme le tsar européisant; mais, ajouterons-nous, ceci n'était pas du goût de Rousseau, car tout le monde finissait par avoir des goûts, des passions, des coutumes et des lois semblables.

Dans le chapitre III des *«Considérations sur le gouvernement de la Pologne»*, Rousseau regrette qu'aucun peuple ne soit «nationalistement formé» et se déclare contraire à l'uniformité européiste, au nom de l'originalité de l'individu.

C'est à ce point que nous expliquerons opportunément le concept «contemporain» d'Europe: non pas climatologique, pas uniquement économique, non plus de somme, mais de synthèse, de solidarité morale, culturelle, spirituelle: un fait composite.

Il est évident que le travail d'éclaircissement ne se terminera pas ici: voici Cuoco parler à cet étudiant de souveraineté populaire, de conscience politique, de sujet actif de la vie de l'Etat, de classe-guide, évoquant de façon suggestive Platon (République II, 162): «un ordre choisit, mais donnant en même temps la faculté à tous d'y entrer».

Nous sommes à l'époque de la pré-Renaissance et Alfieri nous parle dans le «Migogallo» de la nécessité des «odes nationales». Puis fait suite, dans les programmes scolaires, Foscolo, le défenseur le plus ardent en Italie de l'idée de patrie. Entre-temps, quel que soit le livre de textes adopté, nous constatons qu'au cours d'une période de vingt-cinq ans (1790-1815) la passion nationale se propage et s'identifie alors avec l'idée de liberté. Pour les romantiques, le cosmopolitisme illuministe deviendra rapi-

dement une arme en faveur de l'Etat le plus puissant; c'est ainsi que l'on peut expliquer l'attitude hostile des Allemands à l'égard de la France à l'époque napoléonienne.

Notre jeune étudiant est perplexe: un exemple d'intégration européenne manquée lui vient justement de l'étude du Congrès de Vienne!

Mais il faut lui faire remarquer que l'Europe de cette époque n'était pas assez mûre pour qu'une organisation de sécurité collective puisse s'y établir; il existait une division politique entre les Etats constitutionnels et les Etats autocratiques; sur le plan économique, entre puissances maritimes et puissances continentales. Ajoutons également, selon Pirenne, un monde libéral atlantique contre un monde conservateur du centre de l'Europe.

L'européisme de la Restauration, soutenu par Metternich et basé sur la légitimité des royaumes, est bien différent.

Frédéric Schiller, puis Frédéric Schlegel (1829) affirmaient en outre - toujours pour accroître la confusion dans l'esprit de notre étudiant - que chaque nation a sa mission et que la nation est une fin en soi. Voici finalement Mazzini, c'est-à-dire l'anti-Metternich, nous parler de nation en relation, comme moyen noble, avec l'idée d'humanité!

Oui, c'est vraiment le cas de dire: finalement! Mais les complications ne sont pas terminées si, par aventure, un des premiers de la classe voulait approfondir l'étude du Risorgimento. Il pourrait apprendre, de Luigi Salvatorelli, que les Savoie avaient demandé la Lombardie au tsar Alexandre en 1814-15, mais n'entendaient pas la recevoir de Santorre Santarosa ou de Federico Confalonieri pour conserver l'absolutisme du droit divin.

Il pourrait s'entendre dire de Guido Gigli, sur le plan de réévaluation, que le Congrès de Vienne fut l'expression diplomatique de l'insurrection européenne contre toute menace de despotisme et de la coexistence de puissances indépendantes. Il lirait de Croce, dans «*Storia d'Europa nel secolo XIX*», par contre, que c'est justement la solidarité entre les puissances victorieuses, par le truchement de la Sainte-Alliance, qui éteignait les foyers révolutionnaires là où ils éclataient, afin que l'incendie de la maison voisine ne se propage pas à sa

propre maison. Et Fisher avait déjà dit que, tout comme en 1918 les peuples mirent hors la loi le militarisme prussien, en 1815 les vainqueurs avaient affaibli pour toujours la Révolution française et tout germe de libéralisme («*Storia d'Europa*»).

Récemment, Taylor a soutenu, dans «*L'Europe des grandes puissances*», que les idéologies furent le thème mineur: l'équilibre des puissances agit sur la base de calculs purs, presque comme avant la Révolution française; de telle sorte que le XIX^e siècle, contrairement à ce que l'on croit, est une époque stérile dans les relations internationales, si on le compare au XX^e siècle ou même aux précédents; ceci est tellement vrai que les puissances de la guerre de 1914 étaient substantiellement les mêmes que celles qui avaient participé au Congrès de Vienne.

Fueter est plus prudent et mesuré. Il avait écrit dans «*Histoire universelle des cent dernières années*» que l'idéologie conservatrice prévalait dans les nations dont les instituts étaient plus lointains des principes d'égalité et de constitutionnalité de la Révolution française et où, comme en Autriche en particulier, persistait la grande peur, contrairement à ce qui se passait en Angleterre.

Tout ce que nous avons défini de façon succincte doit être soumis à l'étude et à la méditation, afin que le jeune européen comprenne mieux les difficultés de l'entreprise à laquelle il est appelé avec, parfois, trop de rhétorique. C'est le même cas, le même malentendu que pour le Risorgimento. Franco Valsecchi écrit dans «*Garibaldi e Cavour*» (Nuova Antologia, 1960): c'est le drame d'un peuple qui cherche, avec beaucoup de peine, à se conquérir soi-même.

Il suffira alors, pour expliquer à notre européen les difficultés de la voie entreprise sur une échelle internationale, de paraphraser justement ce que ce dernier historien a écrit à propos de la longue marche du Risorgimento: le drame de notre naissance en tant que communauté européenne (et non comme nation) trouve une grandeur historique et humaine dans ses ombres, ses lumières, les tourments et les erreurs mêmes.

F.S.

L'EUROCOMMUNISME ET LA POLITIQUE DES VINGT

de FRANCO CALAMANDREI
sénateur communiste italien

membre de la Commission des relations avec les Parlements nationaux et le public

Il s'est formé, au début de l'année 1977, un groupe politique communiste au sein de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Ceci a été possible à la suite de l'entrée, à l'Assemblée, de représentants du parti communiste italien inclus dans la délégation nationale de l'Italie qui avait été renouvelée après les élections politiques qui se sont déroulées dans ce pays le 20 juin 1976. Composé de parlementaires des partis communistes italien, français et portugais, et bientôt - maintenant que l'Espagne a été admise au sein du Conseil de l'Europe - également du parti communiste espagnol, le groupe, formé conformément aux normes établies par le Règlement de l'Assemblée et par le Statut du Conseil, jouit naturellement de tous les droits et de toutes les facultés que ce règlement prévoit. Tout comme les autres groupes politiques, le groupe communiste, agissant sur la base de la consultation entre ses divers composants nationaux et entre ses membres, décide, chaque fois, de l'attitude à avoir sur les questions à l'ordre du jour des Commissions et de l'Assemblée, selon le principe de la pleine autonomie réciproque des composants nationaux proprement dits. Il peut donc arriver que le groupe exprime une unique position commune à tous ses membres - comme cela a eu lieu lors du débat et du vote en Assemblée des 11 et 12 octobre 1977, pour soutenir l'admission la plus rapide de l'Espagne - et il peut arriver, par contre - comme cela s'est passé au cours du débat et du vote des 12 et 13 octobre 1977 sur *Le mal européen* - que se déterminent parmi les divers membres nationaux du groupe des positions diverses. Préciser ceci sert à souligner la façon *articulée* avec laquelle les partis communistes conçoivent et appliquent, au sein du Conseil comme dans tout autre siège international, leur solidarité; ces partis communistes, dont à quelques-uns d'entre eux, a été attribuée, de l'extérieur, la définition d'«eurocommunistes» qui a pu représenter, par contre, l'existence d'une identité assez mécanique et de liens relativement rigides. Il convient de se garder d'une telle image, si l'on désire ne pas se tromper totalement dans l'interprétation et l'évaluation de la politique de ces partis. Chacun ayant, en effet, choisi comme pivot de sa propre expérience, le critère d'une voie nationale indépendante vers le socialisme et ayant, sous cet aspect, dépassé l'internationalisme centralisé et uniforme qui le liait, autrefois, à l'Urss et aux autres pays de l'Est, et ayant acquis le point de vue bien différencié et critique vis-à-vis des expériences de ces pays, l'hypothèse que les partis «eurocommunistes» puissent désormais converger, au niveau de l'Europe occidentale, en une sorte de nouvelle uniformité et de monolithisme rénové est hors de la réalité.

Certes, la dimension géopolitique de l'Occident européen, à laquelle appartiennent tous ces partis, ainsi que l'hinterland historique de ses institutions et de sa société civile, déterminent également quelques grands fondements d'une voie euro-occidentale dans lesquels ces partis s'identifient. Ce sont les droits de l'homme et les libertés individuelles et collectives, le pluralisme des forces politiques et le principe de l'alternance entre majorités et oppositions, ce qui correspond aux valeurs, à la substance et à la méthode de la démocratie que les partis communistes italien, français et espagnol ont affirmé, dans des déclarations publiques communes, devoir être sauvées, développées et exaltées comme une méthode et une substance de la transformation socialiste de la société. Les partis «euro-communistes» reconnaissent dans ces valeurs, d'autant plus de façon cohérente, une conquête inaliénable du progrès historique de leurs pays, que les travailleurs ont été parmi les protagonistes de la lutte pour racheter la démocratie du fascisme et ont apporté une importante contribution pour imprimer à la liberté également un contenu d'avancée sociale.

Mais les grands traits particuliers occidentaux de démocratie pluraliste, eux aussi, auxquels sont liées les stratégies nationales des partis «eurocommunistes», trouvent la condition décisive de leur expression dans des circonstances, des prémisses, des choix programmatiques, des formations, qui changent de pays à pays et de parti à parti. En Italie, par exemple (pour citer la situation nationale à laquelle nous pouvons nous référer en toute connaissance de cause), le terrain sur lequel les communistes envisagent l'avancée de la démocratie vers le socialisme consiste à appliquer la Charte constitutionnelle de l'Etat où, au lendemain de la Résistance, toutes les forces politiques et sociales qui avaient combattu contre le fascisme, formulèrent et ratifièrent un programme de réformes rénovatrices profondes de la société et des institutions italiennes.

F.C.

LE LATIN EST REPROPOSE COMME LANGUE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPEENNE

Il y a une nouvelle motivation: un programme eurovisuel avec un Journal télévisé quotidien, dont l'exigence est de s'imposer dans la nouvelle dimension de la Communauté Européenne.

La proposition de relance du latin dans les Communautés Européennes, à travers un Journal télévisé en Eurovision dans la langue de la Rome antique, a été lancée par le jésuite P. Félix Sanchez Vallejo au cours d'une conférence qui s'est récemment tenu à Rome au Palais de la Chancellerie Apostolique.

Le Père Vallejo, un Espagnol qui préfère se définir *civis europaeus*, professeur de langue et de littérature latine à l'Université Grégorienne Pontificale et membre de la Fondation Vaticane Latinitas, a affirmé que l'idée du Journal télévisé européen en latin pourrait constituer, si elle était suivie, un premier pas important vers l'Euro-latin, c'est-à-dire vers l'adoption du latin comme langue franche de la Communauté Européenne. Il a annoncé, à ce propos, une vaste campagne au sein de l'Europe communautaire et a expliqué que sur la base d'un plan préalablement établi, le *Telediarum* ou Journal télévisé serait confié à des triumvirats de latinistes répartis dans les six principales capitales européennes.

Selon le Père Vallejo, qui se définit l'interprète de nombreuses voix vieilles et nouvelles, sa proposition offrirait deux avantages: un premier pas pour redonner à l'Europe, avec l'unité linguistique qu'elle ne peut, psychologiquement parlant, trouver ailleurs, la possibilité de se créer un esprit de famille dont elle est privée, et la récupération d'un patrimoine culturel commun, abandonné à la hâte pour un prétexte infondé de difficultés destinées à se dissiper dans la nouvelle perspective.

Communiqué de Radio Vatican du 27 mai 1978



Lors d'une interrogation orale, discutée à l'Assemblée du Parlement européen de Strasbourg, au cours de la séance du 14 mars dernier, le groupe libéral a demandé à l'exécutif si - étant donné la détérioration de l'esprit communautaire et la faible connaissance, dans l'opinion publique, des procédures et des institutions européennes - il n'estime pas qu'un des moyens les plus efficaces pour jeter les bases d'une union toujours plus étroite entre les peuples européens est représenté par des actions destinées à garantir l'information et la formation des citoyens vis-à-vis de la Communauté européenne.

Le député luxembourgeois Meintz a soutenu l'opportunité de promouvoir à tous les niveaux scolaires l'enseignement de matières concernant la Communauté sous les profils historique, géographique, politique, juridique et économique. De l'avis de l'orateur, il ne suffit pas d'assurer une formation européenne à une élite, comme on le fait actuellement à l'Université européenne de Florence. Il convient, au contraire, d'étendre cette formation à toutes les catégories de jeunes, car l'Europe de demain se construit sur les bancs de l'école.

Le commissaire Brunner a déclaré adhérer pleinement aux idées exposées par M. Meintz. Les citoyens, surtout les jeunes, doivent être sensibilisés à la construction de l'Europe qui ne se limite pas uniquement

aux aspects économiques. Le matériel scolaire devra tenir compte de ces expériences et les matières d'enseignement ayant trait à la Communauté devront être opportunément adaptées à chaque programme d'études national.

Pour M. Cifarelli, député républicain italien, la Communauté a été créée pour assurer à l'Europe libre un Etat fédéral à la mesure de notre époque. Les idéals européens peuvent nous sauver; par bonheur ils contribuent, en Italie, à unifier les citoyens de toutes les forces politiques. Malheureusement, les jeunes gens ont été abreuvés de sociologie et de pédagogie permissive: il faut donc redonner un idéal auquel croire.

Le sénateur Mascagni, communiste italien, a soutenu que le problème de l'information au niveau scolaire doit incontestablement être posé pour créer une conscience historique. Les diverses phases historiques de l'Europe doivent être encadrées avec objectivité, tout en distinguant, certes, les différentes nationalités, mais en surmontant, en même temps, les nationalismes néfastes. Il faut que les jeunes gens soient éduqués dans le sens d'une réflexion sérieuse sur les histoires nationales et sur les problèmes économiques et sociaux afin qu'ils puissent se rendre compte des réalités historiques. Il convient d'abattre les barrières de préjugés et de créer l'Europe de la culture contre l'Europe des nationalismes.



L'Europe assoiffée de sang

Rubrique santé publique

Dans toute l'Europe, tous les jours des milliers de personnes donnent et reçoivent du sang. Cela semble normal, du moins pour la plupart d'entre nous, mais pour ceux qui appartiennent à un groupe rare il en va tout autrement.

C'est pourquoi les experts du Conseil de l'Europe en matière de transfusion sanguine ont récemment lancé un appel à l'Organisation des 20, pour qu'elle continue à verser tous les ans une contribution de 20 000 florins pour les frais de fonctionnement de la Banque européenne de sang congelé installée à Amsterdam.

Le rôle de la Banque, fondée en 1969 par le Conseil de l'Europe avec l'aide de la Croix rouge néerlandaise, est de stocker le sang de groupes très rares et de le mettre à la disposition des pays membres en cas d'urgence.

Depuis 1969 des banques du même type ont été créées dans plusieurs pays européens, mais elles ne seront pas en mesure, avant plusieurs années, d'assumer les fonctions de la Banque européenne, car elles ne peuvent collecter assez de sang des différentes catégories de donneurs rares.

Le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la



transfusion sanguine et l'immunohématologie s'est réuni en mai à Bilthoven (Pays-Bas) sous la présidence du Dr J. Spander, Directeur général du Rijks Instituut vor Volksgezondheid.

Les experts, qui ont fait le bilan des activités de la Banque, ont également étudié plusieurs problèmes qui appellent d'urgence une so-

lution, notamment le contrôle de:

- la qualité des équipements
- la détection du paludisme chez les donneurs
- l'automatisation dans les services de transfusion sanguine
- la prévention des erreurs d'écriture dans les transfusions sanguines
- l'histocompatibilité.

Relance de la coopération culturelle en Europe

Un nouveau plan de coopération culturelle entre 22 pays européens a été adopté le 24 février au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Ce plan comprend notamment six grands projets couvrant le domaine de l'éducation et de la culture.

- préparation à la vie: ce projet vise l'enseignement secondaire qui doit contribuer à préparer les jeunes à leur insertion dans la vie sociale et économique;

- réforme et développement de l'enseignement tertiaire: le but est d'établir une analyse comparée des innovations intéressantes introduites dans l'enseignement supérieur de certains pays;

- développement de l'éducation des adultes: il s'agit d'élaborer des recommandations sur l'organisation, le contenu et les méthodes de l'éducation des adultes, conçues dans la perspective de l'éducation permanente;

- langues vivantes: l'objectif est de promouvoir le développement de l'apprentissage des langues vivantes en mettant à la disposition de ceux qui les apprennent un système flexible adapté à leurs besoins respectifs et à leurs objectifs;

- politiques de développement culturel: le but est, notamment, d'aider les pouvoirs locaux à élaborer des politiques culturelles

qui permettent à tous les citoyens de participer à des activités créatrices variées.

- culture et media: il s'agit d'évaluer les diverses expériences nouvelles au niveau des media dans le but d'améliorer le rôle culturel des moyens de communication de masse.

Un programme de grandes Conférences, sur des questions d'actualité vien-

dra compléter ces activités.

L'ensemble de ce plan de coopération a été approuvé par le Conseil de la Coopération Culturelle (CCC), auquel participent de hauts fonctionnaires des administrations nationales de 22 pays européens.

M. Zekâi Baloglu, ancien Ministre, a été élu Président du CCC pour l'exercice 1978.

Un CEPIC européen ?

PEU d'Européens s'intéressent à l'Europe. Surtout à l'Europe politique ! Et c'est grand dommage, car cette Europe sera demain aussi importante pour chacun d'entre nous que la Belgique pour les Belges, la France pour les Français, etc.

Il est vrai que la plupart d'entre nous se préoccupent trop peu aussi de la vie politique dans leur propre pays. Ils se plaignent ensuite que leur Etat, leur Gouvernement, leur Parlement, leurs fonctionnaires ne leur conviennent pas. Comme, un jour, le Gouvernement, le Parlement, les fonctionnaires de l'Europe leur déplairont ?

Nous, au CEPIC, nous croyons qu'on n'obtient de résultats que dans la mesure où l'on se mouille. Nous disons qu'au P.S.C., les choses iront bien selon nos vues, pour autant que nous y jouions notre rôle, au lieu de faire de la politique de lecteurs de gazettes et de conférenciers de bistrot. Quoi qu'en disent les pessimistes, cela finit par porter ses fruits.

C'est pour cela que, nous, au CEPIC, nous nous réjouissons si vivement de la création de l'Union Européenne des Classes moyennes, ce rassemblement européen des citoyens qui partagent pour l'essentiel une certaine conception de notre continent. Et la récente rencontre de cette Union à Bruxelles a consolidé notre bonne impression. Il est vrai que le Président de l'Union est le Président du CEPIC, le vice-premier ministre Paul Vanden Boeynants et que le CEPIC lui-même y a délégué plusieurs responsables.

Pourtant, dira-t-on, votre Union a des liens privilégiés avec le Parti Populaire Européen et celui-ci contient une foule de démocrates chrétiens, qui ne sont pas typiquement CEPIC... Certes, exactement comme le P.S.C. groupe nombre de démocrates chrétiens, pas plus CEPIC que ça ! Dans l'un et l'autre cas, nous misons sur le plus grand commun dénominateur. Et nous voulons « en être » pour avoir notre mot à dire. Tout comme le CEPIC dans notre pays, l'Union européenne des Classes moyennes est un mouvement de réflexion et d'influence qui doit conduire les partis les plus proches de nous à l'être davantage encore. Cela signifie par exemple que tous les élus « classes moyennes » dans la C.D.U. allemande, le P.S.C. et le C.V.P. belges, la Démocratie chrétienne d'Italie etc, seront regroupés sur le plan international et se concerteront par-dessus les frontières pour que l'Europe supra-frontalière soit aussi l'Europe des Classes moyennes.

Nous en avons furieusement besoin, de cette Europe-là et nous sommes les seuls à pouvoir la réussir. Voilà ce que signifie l'Union européenne des Classes moyennes. Voilà pourquoi elle est importante.



Le mal latin, Alain Peyrefitte, La France, les Français et l'Europe - Collection «Spécial Dossiers» 544 pages - 9 000 livres - Società Editrice Internazionale, mai 1978 - Turin

L'idée de fond que recherche l'auteur dans cet essai, en partant des débuts mêmes de l'histoire de l'Etat français, est que le Français nourrit, à l'égard de son propre pays, un sentiment d'amour-haine qui l'amène à être constamment polémique et méfiant vis-à-vis des institutions.

Poursuivant son étude historique, l'auteur note une nette différence d'évolution entre les pays protestants - dynamiques et modernes dans leurs structures - et ceux dont la tradition est catholique et qui ont tendance à la hiérarchisation et à la sclérose bureaucratique.

L'explication fournie par Peyrefitte s'écarte tant des théories de Karl Marx que de celles de Max Weber et identifie la tradition centralisatrice de formation catholique à un reste de césarisme, encore présent dans les pays au passé contre-réformateur.

Peyrefitte analyse les structures de la France, il en dénonce la paralysie bureaucratique, la tradition impériale-centralisatrice d'origine napoléonienne, l'immobilisme de la société française qui sont à l'origine des crises récurrentes de mécontentement et de ré-

bellion.

L'auteur indique, comme conclusion, toute une série de remèdes car - pour aussi grave que soit la situation - le pays conserve intactes ses possibilités de récupération: rééquilibre des institutions, décentralisation de l'administration, paix sociale, pour pouvoir réaliser cette «société de confiance» qu'il souhaite tant.

Il est possible, également, de proposer ces remèdes à la plupart des nations européennes, surtout celles dont la tradition est latine.

L'auteur

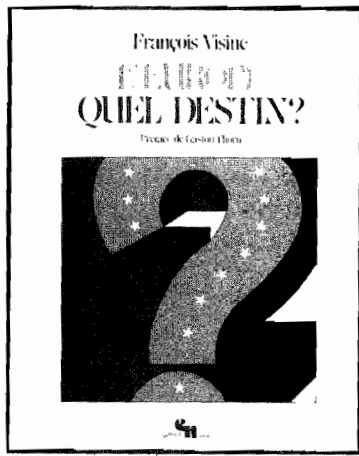
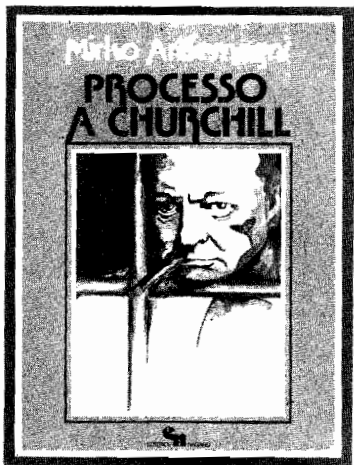
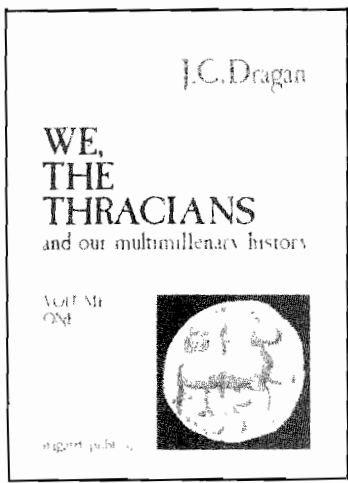
Alain Peyrefitte est né le 25 août 1925. Après avoir été élève à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole nationale d'administration, il est chargé de recherches au Centre national de la Recherche scientifique et est nommé maître de conférences à l'E.N.A.; il a ainsi une double formation universitaire et administrative.

Entre sa sortie de l'E.N.A. et son entrée dans la vie politique, il est successivement secrétaire d'ambassade à Bonn, chargé du Quai d'Orsay au Conseil de l'Europe, consul de France à Cracovie, sous-directeur

des Organisations européennes au Quai d'Orsay et membre de la délégation française à la Conférence de Bruxelles sur le Marché commun et l'Euratom, conseiller d'ambassade et, enfin, ministre plénipotentiaire.

Ministre du général de Gaulle: secrétaire d'Etat à l'Information, puis des Rapatriés, ministre de l'Information, ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, puis ministre de l'Education nationale. En juillet 1968, il est élu à l'unanimité président de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale. En septembre 1972, il est élu secrétaire général de l'U.D.R. en vue des élections législatives de mars 1973. En avril 1973, il devient ministre des Réformes administratives et de la Planification. Le 1^o mars 1974, il est nommé ministre des Affaires culturelles et de l'Environnement. En février 1976, il est nommé président du Comité d'Etudes sur la violence, le crime et la délinquance. Il est actuellement ministre de la Justice dans le gouvernement de Raymond Barre.

A.P.



Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Rome, via Magnanapoli n 11 (Italia)

A B O N N E M E N T S

<i>Italie:</i>	ordinaire	lires	6.000
	de soutien	lires	30.000
<i>Etranger:</i>	ordinaire	ff.	50
	de soutien	ff.	250

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

MOSCOU - 9 Octobre 1944

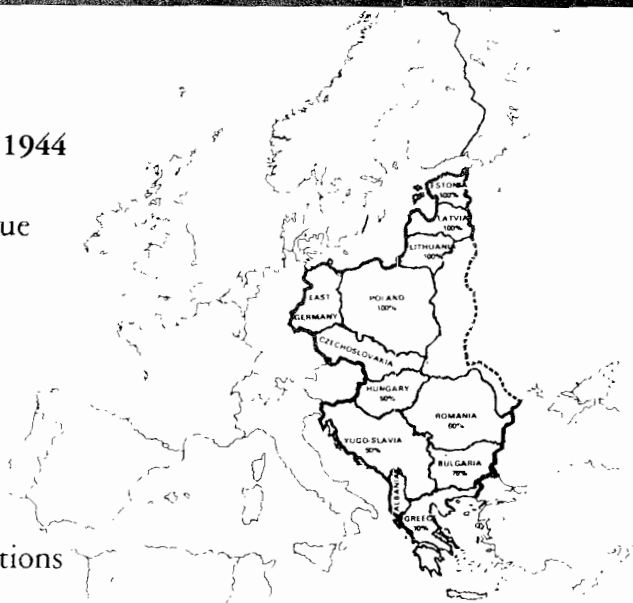
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>V. Giscard d'Estaing</i> : Extraits du discours prononcé à l'Assemblée Générale des Nations Unies	1
Politique énergétique de l'Europe	3
<i>J.C. Dragan</i> : Lettre au Président Carter	6
<i>Paolo Casace</i> : Bukovski - «Votre argent aide Brejnev!»	8
<i>Florio Santini</i> : Vers l'Europe	10
<i>Franco Calamandrei</i> : L'Eurocommunisme et la politique des Vingt	13
L'étude de l'Europe dans les écoles	15
Livres reçus	18

Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Via Magnanapoli n.11 Roma
Direttore responsabile: Sabino d'Acunto
Direzione e Redazione: Via Magnanapoli n.11 Roma - tel. (06) 679.77.85
Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)
Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)
Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11